

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

SEM IDF INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	8
Annexe 1-Avenant convention Compte Courant d'associé	9
Annexe 2-Fiche projet	11
Annexe 3 Convention Audit SEM	14

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. Apport en capital de la SEM Investissements & Territoires à la SAS Île-de-France Energies et Territoires au titre de l'année 2025

Par délibération n° CP 2023-240 de novembre 2023, le conseil régional a autorisé la création d'une filiale dédiée à l'énergie afin d'accélérer la transition énergétique du territoire francilien, mettre en œuvre la stratégie bas carbone de la Région et accompagner les collectivités locales dans la rénovation de leurs bâtiments tertiaires.

Par cette même délibération, la Région a alloué à la SEM Investissements & Territoires une enveloppe pluriannuelle de **5 000 000€**, dont un premier versement de 1 000 000 € a été apporté en mars 2024, permettant à la filiale de la SEM de finaliser une première tranche d'ouverture de son capital pour le porter à 4 093 000 €.

La présente délibération vise à permettre à la SEM de souscrire à la deuxième tranche d'ouverture du capital de sa filiale.

Conformément à l'article L. 1524-5 avant dernier alinéa du CGCT, il est ainsi proposé à la commission permanente d'approuver le deuxième versement permettant à la SEM Investissements et Territoires de souscrire à la deuxième tranche de l'augmentation de capital de sa filiale, SAS Energies et Territoires, à hauteur de **2 000 000€**.

La Caisse des Dépôts et Consignation ainsi que la CCIR, co-actionnaires principaux aux côtés de la Région, participent également à cette augmentation de capital de la SEM IDF I&T en souscrivant à celle-ci à hauteur respectivement de 2 619 988€ et 227 009€. Le taux de participation de la Région au capital de la SEM passera ainsi de 66,77 % à 63,67 %.

2. Prolongation de la convention d'apport en compte courant d'associés votée en novembre 2021

Par la délibération n° CP 2021-304 de novembre 2021, la Région a approuvé un apport en compte courant d'associés à hauteur de 2 500 000 €. Sur cette avance, 2 100 000 € ont été transformés en apport en capital par la délibération CP 2022-095 du 20 mai 2022, et un reliquat de 400 000 € demeure en compte courant, conformément au pacte d'actionnaires.

L'avance en compte courant est consentie pour une durée de 2 années à compter de la date de versement des fonds, intervenue le 24 décembre 2021. La convention d'apport en compte courant de 2021 prévoit, conformément à l'article L.1522-5 du CGCT, la possibilité de renouveler d'une période de 2 années l'avance en compte courant consentie.

Cette faculté a été utilisée une première fois par la délibération n° CP 2023-240 en novembre 2023, qui a prorogé la convention jusqu'au 24 décembre 2025. Ainsi, il est demandé d'approuver un avenant pour prolonger la convention et permettre un maintien d'un montant de 400 000 € d'avance en compte courant de la Région jusqu'au 24 décembre 2026.

3. Financement d'un audit de la SEM IDF Investissement & Territoires

Conformément à l'accord trouvé entre les deux principaux actionnaires de la SEM Île-de-France Investissements et Territoires (la Région et la Caisse des dépôts et consignations), il a été décidé de confier un audit stratégique du Plan Moyen Terme à 10 ans de la SEM par un cabinet extérieur.

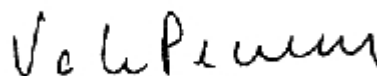
Cette mission, validée lors du dernier Conseil d'administration de la SEM IDF I&T, doit permettre :

- d'analyser la trajectoire financière et les perspectives de développement de la SEM,
- de consolider son modèle économique,
- et de préparer la recherche de nouveaux investisseurs à partir de 2026.

Il est proposé à la Commission permanente l'affectation d'une autorisation d'engagement de 13 300 € pour la réalisation de l'audit stratégique de la structure, représentant un tiers du montant de la mission.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 20 NOVEMBRE 2025

SEM IDF INVESTISSEMENTS ET TERRITOIRES

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le Traité sur le Fonctionnement de l'Union européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, tel que modifié par les règlements (UE) 2017/1084 du 14 juin 2017, (UE) 2020/972 du 2 juillet 2020, (UE) 2021/1237 du 23 juillet 2021, et (UE) 2023/1315 du 23 juin 2023 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi Notre ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée relative à l'adoption de la charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-126 du 21 septembre 2017 relative à la lutte contre les déserts médicaux ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

VU la délibération n° CR 2020-007 du 5 mars 2020 relative à la création de la société d'économie mixte « Île-de-France Investissements et Territoires » ;

VU la délibération n° CP 2020-256 du 27 mai 2020 relative à la SEM Île-de-France Investissements et Territoires : adoption du pacte d'actionnaires ;

VU la délibération n° CP 2021-304 du 19 novembre 2021 relative à la SEM Île-de-France Investissements et Territoires ;

VU la délibération n° CR 2021-089 du 14 décembre 2021 relative à la création d'une filiale de la SEM Île-de-France Investissements et Territoires dédiée au tourisme ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative à mise en œuvre du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation d'Île-de-France (SRDEII) 2022-2028 ;

VU la délibération n° CP 2022-095 du 20 mai 2022 portant sur la recapitalisation de la SEM Île-de-France Investissements et Territoires ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relative aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-143 du 1^{er} juin 2023 relative à la fusion-absorption de la SEM Île-de-France Energies par la SEM Île-de-France Investissements et Territoires ;

VU la délibération n°CP2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-240 du 17 novembre 2023 portant sur la recapitalisation de la SEM Île-de-France Investissements et Territoires

VU le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-343 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Autorise la participation de la Région Île-de-France à l'augmentation en capital de la SEM Île-de-France Investissements et Territoires par un apport de 2 000 000 € au titre de l'année 2025.

Autorise les représentants de la Région Île-de-France au conseil d'administration de la SEM Île-de-France Investissements et Territoires à voter favorablement à cette prise de participation et à se prononcer en faveur de la modification corrélative des statuts.

Article 2 :

Autorise la SEM Île-de-France Investissements & Territoires à participer à l'augmentation de capital de sa filiale dédiée à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables.

Autorise le représentant de la Région Île-de-France au conseil d'administration de la SEM Île-de-France Investissements et Territoires à voter favorablement à cette prise de participation et à se prononcer en faveur de la modification corrélative des statuts.

Article 3 :

Décide de prolonger l'apport en compte courant d'associés de 400 000€ pour 2 années supplémentaires.

Approuve l'avenant à la convention de comptes courant d'associés jointe en annexe 1 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 4 :

Décide de financer en partie l'audit stratégique du Plan Moyen-Long terme de la SEM Île-de-France Investissements et Territoires dont le descriptif figure dans la fiche projet en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant de 13 300 €.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention conforme à la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 13 300 €, disponible sur le chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 63 « Actions sectorielles », Programme HP632-005 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat », Action 16300506 « Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat » du budget 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche-projet, par dérogation à l'article 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1-Avenant convention Compte Courant d'associé

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
N°25**

du 21 octobre 2025 à 14h30

**Approbation d'un avenant de prolongation de la durée de la convention
d'avance en compte courant de la Région**

Par délibération n° CP 2021-304 de novembre 2021, la Région a approuvé un apport en compte courant d'associés à hauteur de 2 500 000 €, donnant lieu à la signature d'une convention le 23/11/2021, puis à un versement des fonds le 24/12/2021.

Sur cette avance, 2 100 000 € ont été transformés en apport en capital par la délibération CP 2022-095 du 20 mai 2022 et décision du conseil d'administration de la société du 28/09/2021, laissant un reliquat de 400 000€ en compte courants, conformément aux dispositions du pacte d'actionnaire.

L'avance en compte courant a ainsi été consentie pour une durée de 2 années à compter de la date de versement des fonds, soit jusqu'au 24/12/2023.

Un avenant a prolongé la durée de cette convention jusqu'au 24/12/2025.

Il est nécessaire de prolonger la durée de cette convention en compte courant de deux années supplémentaires, dans les mêmes formes que le premier avenant de prolongation, qui est annexé.

Il est donc proposé au Conseil d'administration d'approuver la conclusion d'un avenant de prolongation à la convention d'avance en comptes courants et d'autoriser le Directeur Général à le signer.

Projet de décision du Conseil d'administration :

Après avoir pris connaissance du premier avenant à la convention en comptes courants d'associés conclue entre la Société et la Région Ile-de-France, le Conseil d'administration décide :

- D'approuver la conclusion d'un d'avenant à la convention d'avance en comptes courants d'associés conclue avec la Région Ile-de-France permettant de prolonger celle-ci d'une durée de deux ans supplémentaires ;
- D'autoriser le Directeur Général d'Ile-de-France Investissements et Territoires à finaliser ce projet d'avenant, à le signer et à faire le nécessaire pour sa mise en œuvre.

* * *

Annexe 2-Fiche projet

DOSSIER N° 25004555 - Financement d'un audit de la SEM IDF Investissement et Territoires

Dispositif : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

Délibération Cadre : CR2017-141 du 06/07/2017

Imputation budgétaire : 936-632-65742-163005-400

Action : 16300506- Soutien à l'industrie, au commerce et à l'artisanat

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	39 990,00 € HT	33,26 %	13 300,00 €
	Montant total de la subvention		13 300,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ILE DE FRANCE INVESTISSEMENT ET TERRITOIRES
Adresse administrative : 2 RUE SIMONE VEIL
93400 SAINT OUEEN SUR SEINE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur Olivier PAGEZY, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 30 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé :

Description :

Cet audit stratégique du Plan Moyen Terme à 10 ans de la SEM IDF Investissement & Territoires doit permettre d'analyser la trajectoire financière et les perspectives de développement de la SEM, de consolider son modèle économique, et de préparer la recherche de nouveaux investisseurs à partir de 2026
Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Revue du PMT	18 150,00	45,39%
Evaluation des scenarii de diversification	21 840,00	54,61%
Total	39 990,00	100,00 %

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	13 300,00	33,26%
Caisse des dépôts	13 300,00	33,26%
Fonds propres	13 390,00	33,48%
Total	39 990,00	100,00 %

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :

Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à :
Aides de minimis entreprise

Annexe 3 Convention Audit SEM

Convention n° 25004555

Entre

La région Île-de-France

dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
en vertu de la délibération N° CP 2025-343 du 20 novembre 2025,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : Île-de-France Investissements et Territoires
dont le statut juridique est : Société d'Economie Mixte
dont le siège social est situé au : 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine
représenté par Monsieur Olivier Pagezy, Directeur Général, dûment habilité(e),

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du règlement d'intervention approuvé par la délibération CR 2017-141 du 7 juillet 2017 « politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME ».

La Région informe le Bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR2022-078 du 12 décembre 2022, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 2025-343 du 20 novembre 2025 la Région Île-de-France a décidé de soutenir la société d'économie mixte Île-de-France Investissements et Territoires pour la réalisation de son projet dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention de fonctionnement correspondant à 33,26 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 39 990 € HT, soit un montant maximum de subvention de 13 300 €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire a pour obligations de :

- ☐ Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».
- ☐ Affecter les moyens nécessaires, notamment en personnel, pour réaliser le projet qui conditionne l'octroi de la subvention régionale.
- ☐ Affecter le montant de la subvention versée par la Région dans le cadre de la présente convention à la réalisation du projet présenté l'annexe dénommée « fiche projet ».
- ☐ Répondre auprès de la Région de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement de la réalisation du projet.
- ☐ Informer la Région des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- ☐ Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale.

ARTICLE 2.2 :

OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION D'OFFRE DE STAGE(S) OU D'ALTERNANCE(S)

Le bénéficiaire s'engage à publier 1 offre de stage ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>, selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. Les types de stages ou contrats concernés sont les stages étudiant et formation continue, mini-stages, stages lycées professionnels, stages d'observation, stages découverte, contrat alternance et tout autre type de stage ou contrat listé sur la plateforme. Une attestation de publication est générée par la plateforme.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAÏCITE

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la

probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informers la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informers la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informers la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conservers pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée par ses services, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « *Charte de visibilité régionale* » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Subvention de fonctionnement :

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances et à l'échéance des délais de caducité de la subvention mentionnée à l'article 3.1 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

Toute demande de solde est ferme et définitive. La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le solde sera versé après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée et au vu des documents suivants :

- Un **état récapitulatif de l'ensemble des dépenses** qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du Bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- Le **compte-rendu financier** de l'action indiquant les dépenses réalisées et les recettes perçues pour le projet. Ce document devra être signé par le représentant légal de la structure (ou la personne habilitée) qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée et certifié par le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable si l'organisme en est doté, dans le cas contraire du trésorier.
- Le **compte rendu final d'exécution** du projet signé par le représentant légal du bénéficiaire, réservé à la Région uniquement.
- - **l'attestation de publication d'offre de stage** ou de contrat de travail en alternance sur la plateforme <https://stages.iledefrance.fr>.
- **Un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.**

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région."

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'éligibilité mentionnée dans la fiche projet n°25004555 et jusqu' à la date de demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 20 novembre 2025.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée **ou en cas de non-respect des obligations relatives aux stagiaires ou alternants.**

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée ' fiche projet ' adoptée par délibération N° CP 2025-343 du 20 novembre 2025.

Fait en deux exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine,

Le

**Pour la SEM Île-de-France
Investissements et Territoires**

Pour la région Île-de-France

Olivier PAGEZY

Valérie PÉCRESSE